



CHAPITRE 140

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

CHAPTER 140

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Trois-Pistoles, number 1 (village), in the county of Rivière-du-Loup

[Assented to, the 15th of December, 1955]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup, corporation avec siège social à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont actuellement insuffisants et qu'il est dans l'intérêt des contribuables et nécessaire à la bonne administration scolaire et éducationnelle que leurs revenus soient augmentés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans leur pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe de vente autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup, corporation avec siège social à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, peuvent, par résolution, imposer et prélever à compter du premier janvier 1956, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe de vente, de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of Trois-Pistoles, number 1 (village), in the county of Rivière-du-Loup, a corporation having its corporate seat at Trois-Pistoles, district of Kamouraska, have, by their petition, represented that their revenues are presently inadequate and that it is in the interest of the ratepayers and necessary to the good administration of school and educational affairs that their revenues be increased;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in their petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Sales tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of Trois-Pistoles, number 1 (village), in the county of Rivière-du-Loup, a corporation having its corporate seat at Trois-Pistoles, in the district of Kamouraska, may, by resolution, impose and levy, from the first of January, 1956, a special tax of one per cent, called sales tax, of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Levée.	Cette taxe sera prélevée sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la susdite corporation.	The said tax shall be levied on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephons service, sold or purchased within the present limits of the aforesaid corporation.	Levy.
Perception.	2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps et de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88, des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.	2. The said tax shall be levied and collected at the same time and in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under section 4 of the said chapter 88, of the Revised Statutes of 1941, and its amendments.	Collection.
Conventions autorisées.	3. Les commissaires d'écoles de la susdite municipalité scolaire sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.	3. The school commissioners for the aforesaid school municipality are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.	Agreements authorized.
Stipulations.	Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de la susdite corporation d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88, et ses amendements).	Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the aforesaid corporation shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88, and its amendments).	Stipulations.
Droits transférés.	Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la corporation susdite concernant la perception de ladite taxe de vente et les poursuites pour infractions à la présente loi.	Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the aforesaid corporation respecting the collection of the said sales tax and proceedings for infringement of this act.	Rights transferred.
Partage.	4. Les commissaires d'écoles de la susdite municipalité sont autorisés à faire des conventions sur le partage du produit de cette taxe avec Les commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Trois-Pistoles, numéros 2 et 3.	4. The school commissioners for the aforesaid municipality are authorized to make agreements concerning the apportionment of the proceeds of such tax with The school commissioners for the school municipalities of Trois-Pistoles, numbers 2 and 3.	Apportionment.
Dispositions applicables.	5. L'article 28 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88, et ses amendements), est déclaré applicable à la taxe de vente imposée par la corporation susdite en vertu de la présente loi, <i>mutatis mutandis</i> .	5. Section 28 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88, and its amendments), is declared applicable to the sales tax imposed by the aforesaid corporation under this act, <i>mutatis mutandis</i> .	Provisions to apply.
Entrée en vigueur.	6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	6. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.